

Art. 2. Le grade d'administrateur général de l'Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle est classé au rang 16.

Art. 3. Aux fonctionnaires généraux visés à l'article 11, deuxième paragraphe du décret du 20 mars 1984, cité à l'article 1^{er}, il est conféré le grade d'inspecteur général.

Le rang attaché à ce grade est fixé comme suit :

Inspecteur-général : rang 15.

Art. 4. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de l'article 11, 3^e alinéa, du décret du 20 mars 1984 portant création de l'Office flamand de l'Emploi, l'administrateur général et les inspecteurs généraux sont exclusivement recrutés conformément aux règles fixées par cet article;

§ 2. Le Ministre communautaire de l'Emploi déclare vacants les emplois d'administrateur général et d'inspecteur général et fait un appel aux candidats par voie d'un avis publié au *Moniteur belge*.

Cet avis mentionne :

— l'emploi vacant;

— le délai et les modalités d'introduction des candidatures et, le cas échéant, les documents à produire.

§ 3. Sont seules valables les candidatures qui sont envoyées sous pli recommandé dans les dix jours civils prenant cours le premier jour ouvrable qui suit la publication de l'avis au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le Ministre communautaire de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 décembre 1988.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Emploi,

R. DE WULF

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 88 — 2260

18 NOVEMBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif fixant les critères objectifs de répartition de la partie du Fonds spécial de l'aide sociale de la Région wallonne, à l'exception des centres publics d'aide sociale de la Communauté germanophone

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 105 modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les effets de l'arrêté de l'Exécutif du 14 mai 1987 réglant la répartition pour les années 1987 et 1988 de la partie du Fonds spécial de l'aide sociale de la Région wallonne revenant aux centres publics d'aide sociale de la Communauté française sont limités aux deux années précitées et qu'il convient de prendre sans délai de nouvelles dispositions pour les années suivantes;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé de l'Exécutif de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif du 18 novembre 1988,

Arrêtons :

Article 1^{er}. La répartition de la partie du Fonds spécial de l'aide sociale, dénommé ci-après « le Fonds », revenant aux centres publics d'aide sociale de la Région wallonne, à l'exception des centres publics d'aide sociale de la Communauté germanophone, s'effectue conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2. § 1^{er}. 98 % du Fonds sont répartis de la manière suivante :

1^o 27 % sont répartis de manière égale entre les centres publics d'aide sociale des villes de Liège et de Charleroi;

2^o 23 % sont répartis entre les centres publics d'aide sociale des villes comptant une population égale ou supérieure à 50 000 habitants, à l'exclusion des villes de Liège et de Charleroi, suivant les critères des articles 3 et 4 du présent arrêté;

3^o 50 % sont répartis entre les centres publics d'aide sociale des villes et des communes comptant une population inférieure à 50 000 habitants, suivant les critères des articles 3 et 5 du présent arrêté.

§ 2. 2 % du Fonds sont affectés par le Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la tutelle des centres publics d'aide sociale dans ses attributions, à des études d'intérêt général ou à des actions à mener auprès de certains centres publics d'aide sociale choisis en qualité de centres pilotes.

Art. 3. Un forfait de 640 000 F est attribué au centre public d'aide sociale qui décide d'affecter, à temps plein ou à temps partiel, un travailleur social à la mission de coordination prévue à l'article 62 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Art. 4. Après attribution du forfait visé à l'article 3, le solde de la partie du Fonds revenant aux centres publics d'aide sociale des villes comptant une population égale ou supérieure à 50 000 habitants, à l'exclusion des villes de Liège et Charleroi, est réparti de la manière suivante :

- 1° 20 % au prorata des dépenses brutes du minimex;
- 2° 11 % au prorata du nombre de lits agréés d'hôpitaux, de maisons de repos pour personnes âgées et/ou de maisons de repos et de soins, gérés par le centre public d'aide sociale ainsi qu'au prorata des parts prises par le centre public d'aide sociale dans les intercommunales et/ou les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale gérant ce type d'établissements;
- 3° 10 % au prorata du nombre de lits agréés d'établissements ayant pour objet l'hébergement d'enfants mineurs, gérés par le centre public d'aide sociale;
- 4° 10 % au prorata du nombre d'habitants;
- 5° 7 % au prorata du nombre de repas servis à domicile, soit par un service du centre public d'aide sociale, soit par un service privé ou public avec lequel le centre public d'aide sociale a passé une convention écrite;
- 6° 5 % au prorata des charges nettes supportées par le centre public d'aide sociale dans le cadre de services de soins à domicile organisés par le centre public d'aide sociale ou prestés sous convention écrite avec ce dernier;
- 7° 11 % au prorata du nombre d'heures prestées par des services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées sous convention écrite avec le centre public d'aide sociale ou organisés par ce dernier;
- 8° 1 % au prorata des charges nettes supportées par le centre public d'aide sociale pour l'hébergement de personnes âgées dans des maisons de repos et/ou des maisons de repos et de soins, à but non lucratif, agréées, dont le centre public d'aide sociale n'assure pas la gestion en propre ou en participation;
- 9° 20 % au prorata du nombre de travailleurs sociaux que le centre public d'aide sociale occupe en cette qualité;
- 10° 5 % au prorata des frais justifiés supportés par le centre public d'aide sociale et directement liés au placement d'un usager dans un dispositif d'insertion socio-professionnelle.

Art. 5. Après attribution du forfait visé à l'article 3, le solde de la partie du Fonds revenant aux centres publics d'aide sociale des villes et communes comptant une population inférieure à 50 000 habitants est réparti de la manière suivante :

- 1° 22 % au prorata des dépenses brutes de minimex;
- 2° 12 % au prorata du nombre de lits agréés d'hôpitaux, de maisons de repos pour personnes âgées et/ou de maisons de repos et de soins, gérés par le centre public d'aide sociale ainsi qu'au prorata des parts prises par le centre public d'aide sociale dans les intercommunales et/ou les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale gérant ce type d'établissements;
- 3° 1 % au prorata du nombre de lits agréés d'établissements ayant pour objet l'hébergement d'enfants mineurs, gérés par le centre public d'aide sociale;
- 4° 11 % au prorata du nombre d'habitants;
- 5° 8 % au prorata de repas servis à domicile, soit par un service du centre public d'aide sociale, soit par un service privé ou public avec lequel le centre public d'aide sociale a passé une convention écrite;
- 6° 5,5 % au prorata des charges nettes supportées par le centre public d'aide sociale dans le cadre de services de soins à domicile organisés par le centre public d'aide sociale ou prestés sous convention écrite avec ce dernier;
- 7° 12 % au prorata du nombre d'heures prestées par des services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées sous convention écrite avec le centre public d'aide sociale ou organisés par ce dernier;
- 8° 1 % au prorata des charges nettes supportées par le centre public d'aide sociale pour l'hébergement de personnes âgées dans des maisons de repos et/ou des maisons de repos et de soins, à but non lucratif, agréées, dont le centre public d'aide sociale n'assure pas la gestion en propre ou en participation;
- 9° 22 % au prorata du nombre de travailleurs sociaux que le centre public d'aide sociale occupe en cette qualité;
- 10° 5,5 % au prorata des frais justifiés supportés par le centre public d'aide sociale et directement liés au placement d'un usager dans un dispositif d'insertion socio-professionnelle.

Art. 6. Les critères des articles 4 et 5 sont pondérés en fonction des additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques et des additionnels communaux au précompte immobilier conformément aux dispositions ci-après.

Si le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques suivant le dernier recensement opéré par le Ministère des Finances est supérieur à zéro, la valeur du paramètre représentant chacun des critères pris en considération est multipliée par le taux de cette taxe multiplié par 100; la valeur ainsi obtenue est multipliée par les centimes additionnels communaux au précompte immobilier et divisée par 100.

Si le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques est égal à zéro, la valeur du paramètre représentant chacun des critères pris en considération est multipliée par les centimes additionnels communaux au précompte immobilier et divisée par 100.

Art. 7. § 1er. Le forfait visé à l'article 3 du présent arrêté est attribué aux conditions suivantes :

- 1° le travailleur social affecté à la mission de coordination susdite doit avoir suivi un cycle de formation dont le contenu et les modalités d'organisation sont fixés par l'Exécutif;
- 2° ce travailleur social doit, à l'issue de chaque année de référence, rédiger un rapport d'activité circonstancié devant permettre d'évaluer sa mission de coordination;
- 3° l'année de référence est celle qui précède l'exercice de répartition; toutefois, pour l'exercice de répartition 1989, l'année de référence qui est prise en considération est l'année 1989;
- 4° lorsque la mission de coordination est assurée par un travailleur à temps partiel, le montant du forfait est réduit à due concurrence, les prestations étant comptées en dixièmes.

§ 2. Chaque centre public d'aide sociale peut bénéficier de ce forfait pour trois exercices de répartition successifs.

Art. 8. Les dépenses brutes de minimex visées au 1^o des articles 4 et 5 sont celles qui résultent de la pénultième année précédant l'exercice de répartition.

Art. 9. Le nombre de lits visé aux 2^o et 3^o des articles 4 et 5 est celui arrêté au 31 décembre de l'année précédant l'exercice de répartition.

Art. 10. Le nombre d'habitants visé au 4^o des articles 4 et 5 du présent arrêté est celui arrêté par l'Institut national de statistique au 1^{er} janvier de l'année précédant l'exercice de répartition.

Art. 11. Le nombre de repas à domicile visé au 5^o des articles 4 et 5 du présent arrêté est le nombre de repas servis au cours de l'année précédant l'exercice de répartition.

Art. 12. Les charges nettes visées au 6^o des articles 4 et 5 du présent arrêté résultent, soit des comptes de la pénultième année précédant l'exercice de répartition dans l'hypothèse de services de soins à domicile organisés par le centre public d'aide sociale, soit de la convention écrite signée par ce dernier dans l'hypothèse de soins à domicile assurés par un service privé ou public sous convention.

Art. 13. Le nombre d'heures visé au 7^o des articles 4 et 5 du présent arrêté est le nombre d'heures prestées par les aides familiales et les aides seniors auprès des bénéficiaires au cours de l'année précédant l'exercice de répartition et qui ont fait l'objet d'une intervention financière du centre.

Art. 14. Les charges nettes visées au 8^o des articles 4 et 5 du présent arrêté résultent des comptes de la pénultième année précédant l'exercice de répartition.

Art. 15. Les travailleurs sociaux visés au 9^o des articles 4 et 5 du présent arrêté sont ceux occupés au 31 décembre de l'année précédant l'exercice de répartition à l'exclusion des personnes sous statut précaire (C.M.T., C.S.T., T.C.T., stagiaires ONEM, contractuels subventionnés et autres).

Pour les travailleurs sociaux à temps partiel, les prestations sont comptées en dixièmes.

Art. 16. § 1^{er}. Le placement dans un dispositif d'insertion socio-professionnelle visé au 10^o des articles 4 et 5 du présent arrêté doit résulter d'un contrat de travail et d'un contrat socio-pédagogique. Ces deux contrats sont écrits et signés simultanément.

Ces contrats et les pièces justificatives des frais directs y relatifs supportés par le centre public d'aide sociale pendant l'année précédant l'exercice de répartition sont tenus à la disposition de la Communauté française.

§ 2. En ce qui concerne l'exercice de répartition 1989 :

1^o sont pris en considération les contrats passés pendant l'exercice 1989;

2^o l'application de ce critère ne peut avoir pour effet d'attribuer aux centres publics d'aide sociale une somme supérieure aux frais dûment justifiés. Le solde disponible éventuel après calcul de la quote-part revenant aux centres publics d'aide sociale concernés par ce critère est réparti suivant les critères 1^o à 9^o des articles 4 et 5.

Art. 17. Les conventions signées par les centres publics d'aide sociale en application des 5^o, 6^o et 7^o des articles 4 et 5 du présent arrêté ne seront prises en considération que si elles sont conclues soit avec des associations privées ou publiques qui coordonnent des services de soins infirmiers, d'aide aux familles et de repas à domicile, soit avec des services privés ou publics de soins infirmiers, d'aide aux familles et de repas à domicile qui ont, préalablement, entre eux et par convention, coordonné ces trois types de services.

Ces conventions sont tenues à la disposition de la Communauté française.

Le Ministre-Membre de l'Exécutif qui a la tutelle des centres publics d'aide sociale dans ses attributions peut prescrire un modèle de convention de coordination.

Cette condition de coordination des services susvisés n'est exigée qu'à partir de l'exercice de répartition 1990.

Art. 18. La liquidation des montants revenant à chaque centre est effectuée sur la base des informations recueillies par le Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la tutelle des centres publics d'aide sociale dans ses attributions.

Des avances ne dépassant pas au total 75 % de la part du Fonds revenant à chacun des centres publics d'aide sociale sont consenties au cours de l'année de répartition.

Ces avances sont versées aux centres publics d'aide sociale dans le courant de chacun des trois premiers trimestres de l'année et sont déduites de la part revenant à chaque centre.

Art. 19. S'il est constaté, après répartition, qu'une erreur a été commise au détriment d'un centre public d'aide sociale, la somme dont celui-ci a été privé lui est allouée à l'occasion de la répartition correspondante afférant à l'année ultérieure.

En cas d'erreur au profit d'un centre public d'aide sociale, un arrêté de l'Exécutif de la Communauté française ordonne la récupération de la somme allouée indûment, laquelle est ajoutée à la part du Fonds revenant aux centres publics d'aide sociale de la Région wallonne à l'exception des centres publics d'aide sociale de la Communauté germanophone.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

Bruxelles, le 18 novembre 1988,

Par l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Ch. PICQUE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 2260

18 NOVEMBER 1988. — Besluit van de Executieve tot vaststelling van de objectieve criteria voor de verdeling van het deel van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toekomt, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 105, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de onder-tekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de uitwerking van het besluit van de Executieve van 14 mei 1987 tot regeling, voor de jaren 1987 en 1988, van de verdeling van het gedeelte van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Franse Gemeenschap toekomt, tot beide voormelde jaren beperkt is en dat zonder verwijl nieuwe beschikkingen voor de volgende jaren getroffen dienen te worden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid van de Franse Gemeenschapsexecutieve en gelet op de door de Executieve na beraadslaging van 18 november 1988 genomen beslissing,

Besluiten :

Artikel 1. De verdeling van het deel van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn, hierna « het Fonds » genoemd, dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toekomt, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap, geschiedt overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 2. § 1. 98 % van het Fonds wordt op de volgende wijze verdeeld :

1° 27 % wordt op gelijke wijze verdeeld onder de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de steden Luik en Charleroi;

2° 23 % wordt verdeeld onder de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de steden met een bevolking gelijk aan of boven de 50 000 inwoners, met uitsluiting van de steden Luik en Charleroi, volgens de criteria van de artikelen 3 en 4 van dit besluit;

3° 50 % wordt verdeeld onder de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de steden en gemeenten met een bevolking onder de 50 000 inwoners, volgens de criteria van de artikelen 3 en 5 van dit besluit.

§ 2. 2 % van het Fonds wordt door de Minister-Lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid de voordracht over de openbare centra voor maatschappelijk welzijn behoort, bestemd voor studies van algemeen belang of voor acties die te voeren zijn bij sommige openbare centra voor maatschappelijk welzijn die als proefcentra worden gekozen.

Art. 3. Er wordt een vast bedrag van 640 000 F toegekend aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat beslist een maatschappelijk werker voltijds of deeltijds aan te wijzen voor de coördinatieopdracht bedoeld in artikel 62 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 4. Na toekenning van het in artikel 3 bedoelde vast bedrag, wordt het saldo van het deel van het Fonds dat toekomt aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de steden met een bevolking gelijk aan of boven de 50 000 inwoners, met uitsluiting van de steden Luik en Charleroi, verdeeld als volgt :

1° 20 % naar rata van de bruto-minimexuitgaven;

2° 11 % naar rata van het aantal erkende bedden van ziekenhuizen, van rusthuizen voor bejaarden en/of van rust- en verzorgingshuizen, beheerd door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, alsook naar rata van de inbreng van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de intercommunales en/of de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die dit soort instellingen beheren;

3° 10 % naar rata van het aantal erkende bedden van instellingen die als doel hebben huisvesting te bezorgen aan minderjarige kinderen en die door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn worden beheerd;

4° 10 % naar rata van het aantal inwoners;

5° 7 % naar rata van het aantal maaltijden die aan huis worden bezorgd hetzij door een dienst van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij door een privé- of openbare dienst waarmee het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een schriftelijke overeenkomst heeft gesloten;

6° 5 % naar rata van de nettolasten gedragen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in het kader van verzorgingsdiensten aan huis, georganiseerd door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of gepresteerd in het kader van een schriftelijke overeenkomst met voornoemd centrum;

7° 11 % naar rata van het aantal uren gepresteerd door erkende diensten voor hulpverlening aan gezinnen en bejaarden die een schriftelijke overeenkomst met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn hebben gesloten of door dit centrum worden georganiseerd;

8° 1 % naar rata van de nettolasten gedragen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn voor de huisvesting van bejaarden in erkende rusthuizen en/of rust- en verzorgingshuizen zonder winstoogmerk, die het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn niet op zijn eigen of in participatie beheert;

9° 20 % naar rata van het aantal maatschappelijke werkers die het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in deze hoedanigheid tewerkstelt;

10° 5 % naar rata van de verantwoorde kosten die gedragen worden door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en die rechtstreeks verband houden met de plaatsing van een gebruiker in een stelsel voor socio-professionele integratie.

Art. 5. Na toekenning van het in artikel 3 bedoelde vast bedrag, wordt het saldo van het deel van het Fonds dat toekomt aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de steden en gemeenten met een bevolking onder de 50 000 inwoners, verdeeld als volgt :

1° 22 % naar rata van de bruto-minimexuitgaven;

2° 12 % naar rata van het aantal erkende bedden van ziekenhuizen, van rusthuizen voor bejaarden en/of van rust- en verzorgingshuizen, beheerd door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, alsook naar rata van de inbreng van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de intercommunales en/of de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die dit soort instellingen beheren;

3° 1 % naar rata van het aantal erkende bedden van instellingen die als doel hebben huisvesting te bezorgen aan minderjarige kinderen en die door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn worden beheerd;

- 4° 11 % naar rata van het aantal inwoners;
- 5° 8 % naar rata van het aantal maaltijden die aan huis worden bezorgd hetzij door een dienst van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij door een privé- of openbare dienst waarmee het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een schriftelijke overeenkomst heeft gesloten;
- 6° 5,5 % naar rata van de nettolasten gedragen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in het kader van verzorgingsdiensten aan huis, georganiseerd door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of gepresteerd in het kader van een schriftelijke overeenkomst met voornoemd centrum;
- 7° 12 % naar rata van het aantal uren gepresteerd door erkende diensten voor hulpverlening aan gezinnen en bejaarden die een schriftelijke overeenkomst met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn hebben gesloten of door dit centrum worden georganiseerd;
- 8° 1 % naar rata van de nettolasten gedragen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn voor de huisvesting van bejaarden in erkende rusthuizen en/of rust- en verzorgingshuizen zonder winstoogmerk, die het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn niet op zijn eigen of in participatie beheert;
- 9° 22 % naar rata van het aantal maatschappelijke werkers die het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in deze hoedanigheid tewerkstelt;
- 10° 5,5 % naar rata van de verantwoorde kosten die gedragen worden door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en die rechtstreeks verband houden met de plaatsing van een gebruiker in een stelsel voor socio-professionele integratie.

Art. 6. De criteria van de artikelen 4 en 5 worden gewogen rekening houdend met de gemeentelijke opcentiemen op de belasting van de natuurlijke personen en de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing overeenkomstig de hierna vermelde bepalingen.

Indien het cijfer van de gemeentebelasting, toegevoegd bij de belasting op de natuurlijke personen, volgens de laatste telling uitgevoerd door het Ministerie van Financiën, hoger is dan nul, wordt het cijfer van de parameter die aan elk van de in aanmerking genomen criteria beantwoordt, vermenigvuldigd met het cijfer van deze belasting, vermenigvuldigd met 100; het aldus bekomen cijfer wordt met de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing vermenigvuldigd en gedeeld door 100.

Indien het cijfer van de gemeentebelasting, toegevoegd bij de belasting op de natuurlijke personen, gelijk is aan nul, wordt het cijfer van de parameter die aan elk van de in aanmerking genomen criteria beantwoordt, met de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing vermenigvuldigd en gedeeld door 100.

Art. 7. § 1. Het in artikel 3 van dit besluit bedoelde vast bedrag wordt toegekend onder de volgende voorwaarden:

1° de maatschappelijke werker die voor de hierboven vermelde coördinatieopdracht wordt aangewezen, moet een vormingscyclus hebben gevolgd waarvan de inhoud en de nadere regels voor de organisatie door de Executieve vast te stellen zijn;

2° deze maatschappelijke werker moet, op het einde van elk referentiejaar, een omstandig activiteitenverslag opstellen dat de mogelijkheid biedt zijn coördinatieopdracht te evalueren;

3° het referentiejaar is het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat; voor het verdelingsjaar 1989 is echter het in aanmerking genomen referentiejaar het jaar 1988;

4° wanneer de coördinatieopdracht door een deeltijdse werker wordt waargenomen, wordt het vast bedrag tot het passende beloop verminderd, waarbij de prestaties in tienden worden berekend.

§ 2. Elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan dit vast bedrag voor drie opeenvolgende verdelingsjaren genieten.

Art. 8. De bruto-minimexuitgaven bedoeld in 1° van de artikelen 4 en 5 zijn deze die voortkomen uit het voorlaatste jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat.

Art. 9. Het aantal bedden bedoeld in 2° en 3° van de artikelen 4 en 5 is het aantal dat wordt vastgesteld op 31 december van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat.

Art. 10. Het aantal inwoners bedoeld in 4° van de artikelen 4 en 5 van dit besluit is het aantal dat door het Nationaal Instituut voor de Statistiek wordt vastgesteld op 1 januari van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat.

Art. 11. Het aantal aan huis bezorgde maaltijden bedoeld in 5° van de artikelen 4 en 5 van dit besluit is het aantal maaltijden opgediend in de loop van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat.

Art. 12. De nettolasten bedoeld in 6° van de artikelen 4 en 5 van dit besluit, komen voort ofwel uit de rekeningen van het voorlaatste jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat, in geval van verzorgingsdiensten aan huis die door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn worden georganiseerd, ofwel uit de schriftelijke overeenkomst die door dit centrum wordt ondertekend in geval van thuisverzorging die door een privé- of openbare dienst in het kader van een overeenkomst wordt gegeven.

Art. 13. Het aantal uren bedoeld in 7° van de artikelen 4 en 5 van dit besluit is het aantal uren gepresteerd door de gezinshelpsters en bejaardenhelpsters bij de begunstigen in de loop van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat, waarvoor het centrum een financiële tegemoetkoming heeft verleend.

Art. 14. De nettolasten bedoeld in 8° van de artikelen 4 en 5 van dit besluit komen voort uit de rekeningen van het voorlaatste jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat.

Art. 15. De maatschappelijke werkers bedoeld in 9° van de artikelen 4 en 5 van dit besluit zijn zij die op 31 december van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat tewerkgesteld zijn, met uitsluiting van de personen met precaire statuten (TWW-ers, BTK-ers, DAC-ers, RVA-stagiairs, gesubsidieerde contractuelen en anderen).

Wat de deeltijdse maatschappelijke werkers betreft, worden de prestaties in tienden berekend.

Art. 16. § 1. De plaatsing in een stelsel voor socio-professionele integratie bedoeld in 10° van de artikelen 4 en 5 van dit besluit moet voortvloeien uit een arbeidsovereenkomst en een socio-pedagogische overeenkomst. Beide overeenkomsten worden tegelijkertijd opgesteld en ondertekend.

Deze overeenkomsten en de bewijsstukken voor de kosten die rechtstreeks hierop betrekking hebben en die worden gedragen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn tijdens het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat, worden ter beschikking van de Franse Gemeenschap gehouden.

§ 2. Wat het verdelingsjaar 1989 betreft:

1° worden de overeenkomsten in aanmerking genomen die tijdens het dienstjaar 1989 werden gesloten;

2° kan de toepassing van dit criterium niet tot gevolg hebben aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn een bedrag toe te kennen dat hoger is dan de verantwoordde kosten. Het saldo dat eventueel beschikbaar zou zijn na berekening van het deel dat toekomt aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn waarop dit criterium betrekking heeft, wordt verdeeld volgens de criteria 1° tot 9° van de artikelen 4 en 5.

Art. 17. De overeenkomsten getekend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in toepassing van 5°, 6° en 7° van de artikelen 4 en 5 van dit besluit worden slechts in aanmerking genomen indien zij worden gesloten ofwel met privé- of openbare verenigingen die diensten voor verpleegkundige verzorging, gezinshulp en aan huis bezorgde maaltijden coördineren, ofwel met privé- of openbare diensten voor verpleegkundige verzorging, gezinshulp en aan huis bezorgde maaltijden, die onder elkaar en bij overeenkomst deze drie soorten diensten voorafgaandelijk hebben gecoördineerd.

Deze overeenkomsten worden ter beschikking van de Franse Gemeenschap gehouden.

De Minister-Lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de voogdij over de openbare centra voor maatschappelijk welzijn behoort, kan een model voor een coördinatieovereenkomst voorschrijven.

Deze voorwaarde inzake coördinatie van de bovenvermelde diensten is pas vanaf het verdelingsjaar 1990 vereist.

Art. 18. De uitbetaling van de bedragen die aan elk centrum toekomen, wordt verricht op basis van de inlichtingen ingewonnen door de Minister-Lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid de voogdij over de openbare centra voor maatschappelijk welzijn behoort.

Voorschotten die in totaal 75 % van het deel van het Fonds dat aan elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toekomt niet overschrijden, worden toegestaan in de loop van het verdelingsjaar.

Deze voorschotten worden aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn gestort in de loop van elk van de eerste drie kwartalen van het jaar en worden afgehouden van het deel dat aan elk centrum toekomt.

Art. 19. Wanneer na verdeling wordt vastgesteld dat een vergissing werd gemaakt ten nadele van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, wordt het bedrag dat het moest ontberen, aan het centrum toegekend ter gelegenheid van de overeenstemmende verdeling met betrekking tot het volgende jaar.

Bij vergissing in het voordeel van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, wordt bij een besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve bevel gegeven het onrechtmatig uitgekeerd bedrag terug te vorderen, dat wordt gevoegd bij het deel van het Fonds dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap, toekomt.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1989.

Brussel, 18 november 1988.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve,
De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,
Ch. PICQUE

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 16 december 1988 is de heer Mertens, J., advocaat te Schoten, benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vrederegerecht van het kanton Brasschaat.

Bij koninklijk besluit van 24 november 1988 is de heer Loop, R., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Nijvel, aangewezen tot eerste substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een nieuwe termijn van drie jaar, met ingang van 1 januari 1989.

Bij ministerieel besluit van 21 december 1988 is Mevr. Devisscher, I., advocaat te Brugge, aangewezen als stagiair in het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, voor een termijn van één jaar met ingang van 1 januari 1989.

Militair Gerecht

Bij koninklijk besluit van 20 juli 1988 is de heer Prignon, J.L., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Luik, benoemd tot plaatsvervangend burgerlijk lid bij de eerste franstalige kamer van de bestendige krijgsraad te Luik, voor een nieuwe termijn van drie jaar met ingang van 1 januari 1989.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 16 décembre 1988 M. Mertens, J., avocat à Schoten, est nommé juge suppléant à la justice de paix du canton de Brasschaat.

Par arrêté royal du 24 novembre 1988 M. Loop, R., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Nivelles, est désigné en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un nouveau terme de trois ans prenant cours le 1^{er} janvier 1989.

Par arrêté ministériel du 21 décembre 1988 Mme Devisscher, I., avocat à Bruges, est désignée aux fonctions de stagiaire au parquet du tribunal de première instance de Bruges, pour un terme d'un an prenant cours le 1^{er} janvier 1989.

Justice militaire

Par arrêté royal du 20 juillet 1988 M. Prignon, J.L., juge au tribunal de première instance de Liège, est nommé membre civil suppléant à la première chambre française du conseil de guerre permanent de Liège, pour un nouveau terme de trois ans, prenant cours le 1^{er} janvier 1989.